

CONTEXTE HISTORIQUE DES VIOLENCES SEXUELLES ET DES AGISSEMENTS SEXISTES AU SEIN DE LA SOCIÉTÉ ET DANS LE MILIEU PROFESSIONNEL

Période Antique : vision patriarcale

→ De façon générale, l'organisation sociale repose sur le patriarcat. Il en résulte une conception sexuée de la société où les femmes ont principalement vocation à réaliser les tâches de la vie domestique tandis que les hommes détiennent majoritairement le pouvoir et dirigent la vie familiale, politique et sociale.

→ Dans le monde antique, la femme est dépourvue de toute personnalité juridique, à ce titre elle est politiquement mineure et exclue de la plupart des droits. Elle vit sous la tutelle du père et le mariage a pour effet de la faire passer sous l'autorité de son époux. Dans ce contexte, le rapport d'autorité ou de propriété justifie la légalité de l'acte sexuel sous contrainte.

→ Si les violences sexuelles commises envers les femmes sont réprimées, ce n'est pas l'agression sexuelle qui fonde la sanction mais l'atteinte à l'honneur de l'homme (époux, père).

Moyen Âge : système de catégorisation des agressions sexuelles

→ Les violences sexuelles sont réprimées différemment selon les périodes et les territoires : les sanctions peuvent aller du paiement d'une amende, au bannissement ou encore à la mutilation, voir jusqu'à la sentence de mort. La corrélation entre la gravité des violences sexuelles commises et la sanction infligée dépend également de la catégorie sociale et conjugale de la femme. Ainsi, lorsque les violences sexuelles visent l'épouse d'un homme libre, les peines sont plus lourdes que celles infligées pour les mêmes faits commis à l'encontre d'une femme servile. En effet, dans le premier cas l'auteur encourt la peine de mort, alors que dans le second, une peine corporelle lui sera infligée.

→ Le système judiciaire de cette époque ne fait pas de distinction entre les différentes typologies de violences sexuelles (aujourd'hui qualifiées de viol, agression sexuelle, harcèlement sexuel, agissement sexiste,...).

Ancien Régime : flou sémantique

→ Sous l'Ancien Régime, les condamnations étaient rarissimes. Si les violences sexuelles sont punissables, en l'absence de texte précis et face à des coutumes différenciées selon les territoires, les juristes de l'Ancien Régime ne s'accordent pas sur la définition du « viol », souvent confondu, avec le rapt, l'adultère, voire la séduction. Là encore, la corrélation entre la gravité des violences sexuelles commises et la sanction infligée dépend en partie de la catégorie sociale et conjugale de la femme.

Période révolutionnaire : reconnaissance de l'identité personnelle de la victime

→ Avec notamment la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen **1789** les femmes sont reconnues comme des membres de plein droit de la nation, au même titre que les hommes. Bénéficiant de droits civils et d'une personnalité juridique propre, il en résulte que les femmes ne sont plus la propriété de leur époux.

→ Le code pénal de **1791** introduit l'infraction de viol au chapitre des crimes et attentats contre les personnes. Néanmoins, sans définition de la notion de viol, cette qualification est laissée à l'appréciation des magistrats.

XIXème – XXème siècle : premières avancées et début des luttes des femmes par le biais des « grèves de dignité »

→ Au niveau pénal, en **1810** le code pénal introduit l'infraction « *d'attentat à la pudeur (avec ou sans violence)* » qui permet de pénaliser les violences sexuelles autres que le viol. En **1857**, l'arrêt *Dubas* de la Cour de Cassation (Ch. Crim. 25 juin 1857) introduit pour la première fois les éléments de surprise et de contrainte, permettant ainsi de consacrer la notion de consentement.

→ Sur le champ professionnel, la loi dite de « *protection du travail des femmes* » du 2 novembre **1892** opère pour la première fois une distinction entre les sexes dans le travail, en limitant la durée du travail des femmes à onze heures par jour et en leur interdisant le travail de nuit dans l'industrie. Ces premières mesures adoptées pour encadrer le travail féminin ont une vocation protectrice.

→ En parallèle, le harcèlement sexuel au travail est progressivement dénoncé par les travailleuses. Toutefois, les victimes n'emploient pas encore le terme de « *harcèlement* » mais celui de « *mauvaise conduite des contremaîtres* ». La pratique du droit de cuissage dans les usines se banalise, et dans certains cas les filles et les femmes sont obligées de céder aux avances de leurs contremaîtres pour conserver leur emploi.

→ Face à l'indifférence des supérieurs hiérarchiques et de la justice, à la fin du XIXème siècle, les premiers syndicats féminins sont fondés et organisent des grèves « *pour la dignité des femmes* » afin de dénoncer les abus des supérieurs. Ces grèves lient la dénonciation des violences sexuelles, des mauvaises conditions de travail et les salaires indignes :

- **1895 : Grève dans les Manufactures des Tabacs et Allumettes** qui emploient 18 000 femmes, les ouvrières défendent des exigences novatrices : l'amélioration des conditions de travail des femmes.
- **1905 : Grève de Limoges** : Grève à retentissement national, portant sur la dénonciation de l'autoritarisme, des conditions de travail, du harcèlement sexuel, des agissements sexistes, du droit de cuissage.

XXème – XXIème siècle : l'émancipation des droits des femmes

→ Les femmes s'affirment dans le monde du travail : Après la Seconde Guerre mondiale, l'objet de la législation n'est plus de protéger mais de garantir l'égalité des droits entre les femmes et les hommes. Aussi, par exemples, à partir de **1965** une femme mariée peut exercer une profession sans l'accord de son époux et être indépendante financièrement (possibilité d'ouvrir un compte bancaire à son nom, de posséder un chéquier). En **1972** est posé le principe de l'égalité de rémunération entre les sexes et en **1983**, la loi dite « loi Roudy » réaffirme le principe de l'égalité entre les femmes et les hommes dans tout le champ professionnel.

→ Les femmes obtiennent une place dans la vie politique : En **1920** elles peuvent adhérer à un syndicat sans l'autorisation de leur époux; en **1944** elles obtiennent le droit de vote ; En **1946** le principe d'égalité entre les femmes et les hommes dans tous les domaines est inscrit dans le préambule de la Constitution ; en **1947** Germaine POINSO-CHAPUIS est la première femme nommée Ministre (de la Santé Publique et de la Population) ; en **1999** la Constitution consacre le principe de parité en matière d'accès aux mandats électoraux et fonctions électives.

→ Les femmes obtiennent progressivement la maîtrise de leur propre corps : en **1967** la loi autorise la contraception ; en **1975** la loi autorise l'interruption volontaire de grossesse.

→ Les agressions sexuelles sont progressivement catégorisées par le législateur: Au cours des années soixante, la problématique des violences sexuelles s'impose au débat public. Si la notion de harcèlement sexuel est initialement reconnue en Amérique, sous l'influence d'auteurs féministes comme Lin Farley et Catharine Mackinnon, l'Europe s'empare progressivement du sujet.

Ainsi, le 9 février **1976** les institutions européennes adoptent la première directive portant sur l'égalité des chances entre les hommes et les femmes. En **1991**, la Commission européenne publie une recommandation et un code de pratique invitant les Etats membres à adopter des règles pour lutter contre le harcèlement sexuel sur le lieu de travail. Avec la directive de **2002** ces mesures deviennent contraignantes pour les Etats.

Sous l'influence européenne, la législation française opère une distinction dans le code pénal entre les différents types de violences sexuelles. Ainsi, en **1980** la loi définit pour la première fois le crime de viol. En **1992**, avec l'adoption du Nouveau Code pénal, la classification des infractions est repensée ; les infractions sexuelles trouvent leur place au sein des atteintes à l'intégrité physique ou psychique des personnes et le délit de harcèlement sexuel est pour la première fois codifié.

Le législateur a depuis été amené à améliorer la définition du harcèlement sexuel à la fois dans le Code pénal et dans le Code du travail, notamment pour s'adapter aux évolutions de ses manifestations.

Pour une étude comparée de l'évolution de la législation du code du travail et du code pénal : se rapporter à la fiche « Evolution de la définition du harcèlement sexuel et des agissements sexistes dans le code du travail et code pénal ».

XXIème siècle : libération de la parole des femmes sous l'effet médiatique

→ La médiatisation de cas de violences sexuelles, notamment celles commises par des personnalités (politiques, journalistes, artistes...), a contribué et encouragé la libération de la parole des victimes notamment via les réseaux sociaux par le mouvement « #metoo » (repris en France par le hashtag « #balancetonporc »). Plusieurs affaires mettant en cause des personnalités ont ainsi eu un retentissement international, par exemple :

- **2011** : Arrestation de Dominique Strauss-Khan, directeur général du Fonds monétaire international (FMI), et candidat à la campagne présidentielle française de 2012, accusé par la justice américaine d'« agression sexuelle, tentative de viol et séquestration », envers une femme de chambre d'un hôtel new-yorkais.
- **2017** : Affaire WEINSTEIN, producteur hollywoodien accusé d'avoir violé et agressé plusieurs femmes en profitant de sa position professionnelle.

→ C'est dans ce contexte d'évolution générale de la place des femmes au sein de la société, de la famille et du milieu professionnel, que le législateur a consacré la notion juridique de harcèlement sexuel. Il en a progressivement amélioré la définition pour s'adapter aux évolutions de ses manifestations dans la société, jusqu'à introduire dans le code du travail, de nouvelles notions comme celle de l'agissement sexiste, avec la loi Rebsamen du 17 août 2015.

Si un certain nombre de dispositions prohibaient les actes/ comportements fondés sur le sexe (discrimination à raison du sexe) ou à connotation sexuelle (harcèlement sexuel) en revanche, le sexisme ordinaire, ne l'était pas jusqu'à cette date. Prohiber les agissements sexistes était donc nécessaire car ils visent d'autres situations, ce sont « *des stéréotypes et des représentations collectives qui se traduisent par des mots, des gestes, des comportements ou des actes qui excluent, marginalisent ou infériorisent les femmes* », ⁱ et ont pour conséquence de créer un environnement hostile et humiliant pour les femmes.



*Si la présente fiche présente l'évolution de la prise en compte des violences sexuelles et des agissements sexistes principalement au travers de l'évolution du droit des femmes, les violences sexuelles, tant dans la société que dans le milieu professionnel, visent **sans distinction** les hommes et les femmes.*

ⁱ Petit traité contre le sexisme ordinaire, Brigitte GRESY, 2009.